

La nouvelle politique étrangère de la Turquie

lundi 5 décembre 2011, par [Jean Marcou](#)

Au cours de la décennie qui a suivi l'an 2000, la politique étrangère de la Turquie a connu de profondes mutations. L'arrivée au pouvoir en 2002 de l'AKP, la formation politique atypique de Recep Tayyip Erdoğan, n'a pourtant pas changé la donne diplomatique immédiatement, il a fallu attendre la seconde victoire consécutive de ce parti en 2007, et en 2009 l'accession au ministère des Affaires étrangères d'Ahmet Davutoğlu, l'éminence grise du Premier ministre en matière de politique extérieure, pour comprendre l'ampleur des mutations en cours.

Professeur de relations internationales à l'origine, le nouveau chef de la diplomatie turque a en effet théorisé, à bien des égards, dans son célèbre ouvrage *Stratejik Derinlik* (Profondeur stratégique) [1], ce qui constitue aujourd'hui le fondement de sa politique étrangère. Située au carrefour de plusieurs aires culturelles perturbées par de nombreux conflits, la Turquie doit mettre à profit, selon lui, cette géographie complexe, mais riche de contacts et de potentialités pour se rendre indispensable au bon fonctionnement des relations internationales. Lors d'un discours emblématique devant la 3^e conférence des ambassadeurs turcs, en janvier 2011, Ahmet Davutoğlu a même voulu répondre à Samuel Huntington qui avait défini son pays comme un Etat « déchiré », en expliquant qu'au contraire ce dernier était devenu une « colle » qui « assemble et rapproche des cultures différentes » [2].

La première illustration de cette approche a commencé à se manifester par la mise en œuvre d'un principe devenu la devise du ministre turc des Affaires étrangères : « zéro problèmes avec nos voisins » [3]. Au cours des dernières années, la Turquie n'a cessé de renouer et d'approfondir sa relation avec son voisinage, en lançant des initiatives de coopération avec tous ses voisins, même avec ceux qui paraissent les moins amènes à son égard (Syrie, Arménie notamment). Cette démarche a contribué à forger sa position de puissance régionale [4] d'autant plus qu'elle a rapidement dépassé le seul cadre des relations bilatérales pour s'accompagner d'une véritable frénésie de la médiation. Ankara a systématiquement proposé ses bons offices pour résoudre les conflits qui perdurent dans les aires politiques et culturelles qui l'entourent (Balkans, Moyen-Orient...). Ce faisant, en intervenant sur des dossiers majeurs comme le conflit israélo-palestinien ou sur le problème nucléaire iranien, la Turquie apparaît de plus en plus comme un pays émergent qui aspire désormais à développer sa visibilité sur la scène internationale en suivant une stratégie multidimensionnelle.

La politique turque de bon voisinage

Rompant avec sa pactomania de la période kémaliste en entrant dans le bloc occidental dès les débuts de la Guerre froide, la Turquie s'est coupée durablement de son environnement régional. Isolée des Balkans et du Caucase par le « rideau de fer », elle apparaissait au monde arabe, gagné alors par le nationalisme nassérien et par le tiers-mondisme, comme un cheval de Troie des Américains au Proche-Orient. Même avec la Grèce, pourtant théoriquement son alliée au sein de l'OTAN, ses relations devaient se détériorer du fait du conflit chypriote.

Si les signes avant coureur d'une réhabilitation des relations de voisinage se sont manifestés avec le monde arabe, dès les « années Özal » [5], puis avec la Grèce, à la fin des années 1990, à l'occasion de ce que l'on a appelé la « diplomatie des tremblements de terre » [6], il a fallu attendre les années 2000 pour assister à un rapprochement spectaculaire entre la Turquie et la Syrie. Ces deux pays qui, dix ans auparavant, avaient évité de peu un conflit armé, ont développé, à partir de 2007, des relations très denses dans les domaines politique, économique, culturel et même militaire. Cette embellie a été confortée par le tour très personnel et médiatisé que lui ont donné le président syrien et le Premier ministre turc. L'Irak a également été l'objet des sollicitudes d'Ankara, qui n'a pas hésité en outre à

développer un rapport direct avec le gouvernement kurde nord irakien de Massoud Barzani, dont les Turcs sollicitent l'appui pour venir à bout de la rébellion du PKK [7]. Plus généralement en direction du monde arabe avec lequel il n'a cessé d'accroître ses relations économiques, le gouvernement turc a même annoncé la création prochaine d'une immense zone de libre échange allant du Proche-Orient au Maroc, que Recep Tayyip Erdoğan a qualifié d'« espace Şamgen » [8] pour défier un espace Schengen européen qui lui reste inaccessible.

Mais cette politique d'ouverture a concerné aussi des voisins plus septentrionaux de la Turquie. Comme nous le verrons plus loin, les prétentions nucléaires iraniennes ont pu compter en effet sur la mansuétude d'Ankara, qui lorgne sur les ressources gazières de la République islamique. Les pays du Caucase, notamment la Géorgie et l'Azerbaïdjan ont tissé des liens denses avec leur voisin turc. Et, de façon surprenante, grâce à « la diplomatie du football » [9], l'Arménie et la Turquie ont signé, en 2009, des protocoles destinés à normaliser leurs relations. Ces derniers n'ont pourtant pas été ratifiés depuis, et leur avenir paraît compromis. Enfin, la vitalité des relations turco-russes dans le domaine économique, énergétique, technique et la réserve affichée par la Turquie, en dépit de sa qualité de membre de l'OTAN, lors de la guerre russo-géorgienne, en août 2008, ont conduit à voir une notable convergence d'intérêts entre Ankara et Moscou [10], bien que les rapports politiques de ces deux puissances auxquelles l'Europe ferme sa porte, ne soient pas sans nuages.

La frénésie de médiation

Le nouvel activisme diplomatique de la Turquie s'est aussi traduit par de nombreuses initiatives de médiation dans son environnement proche. Cette tendance s'est affirmée en 2008, lorsqu'Ankara a encadré des pourparlers indirects entre Israël et la Syrie, visant notamment à terme à la restitution du Golan et à la signature d'un accord de paix bilatéral. Mais ces efforts ont été remis en cause par la détérioration spectaculaire de la relation turco-israélienne après l'opération « Plomb durci » à Gaza et le « One minute ! » [11] de Davos en 2009. Cette évolution, en tout cas, a donné plus de légitimité à Ankara pour résoudre des conflits au sein du monde arabo-musulman. On a pu relever notamment une forte participation de la diplomatie turque à la résolution des crises gouvernementales en Irak et au Liban en 2010 ou aux initiatives destinées à rapprocher les différentes factions palestiniennes à la même époque. Mais c'est surtout le rôle joué par la Turquie dans le dossier nucléaire iranien, qui a illustré cette frénésie médiatrice turque de la façon la plus spectaculaire. Le 17 mai 2010, en effet, la Turquie, le Brésil et l'Iran ont conclu un accord tripartite proposant une alternative aux sanctions que les Etats-Unis s'apprétaient à faire adopter par le Conseil de sécurité, à l'encontre de Téhéran. L'initiative turco-brésilienne est apparue notamment comme une posture typique de nouveaux pays émergents, usant de la marge de manœuvre dont ils disposent désormais, à l'égard de leur allié américain, pour revendiquer un droit de regard sur la gestion du nouvel ordre international.

Parallèlement, si dans les Balkans, l'activisme de la diplomatie turque a été moins spectaculaire, il s'est avéré tout aussi influent. La Turquie s'est notamment employée à sortir la Serbie de l'isolement dans lequel elle s'est retrouvée à l'issue des guerres balkaniques qui ont marqué les années 1990. L'institutionnalisation de sommets annuels entre Ankara, Belgrade et Sarajevo ont permis de prévenir la réactivation de conflits potentiels entre les différentes communautés de Bosnie-Herzégovine. Dans le cadre de l'OTAN, les forces armées turques sont également présentes au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Par ces multiples initiatives pacificatrices, Ankara entend à la fois sécuriser son environnement proche, mais aussi démontrer à Bruxelles sa capacité à contribuer de façon déterminante à la stabilité d'une péninsule balkanique dont les Etats ont depuis le Conseil européen de Porto-Feira (juin 2000) vocation à entrer dans l'Union européenne.

La stratégie multidimensionnelle

Mais plus qu'une puissance régionale active, la Turquie s'affirme aujourd'hui comme un pays émergent qui souhaite avoir un rayonnement sur la scène internationale. Cette ambition se traduit par une présence beaucoup plus forte de la Turquie dans les organisations internationales. On observe notamment qu'Ankara a siégé pour la première fois au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, en tant que

membre non permanent, pour la période 2009-2010.

Cette stratégie nouvelle voit aussi la Turquie partir à la découverte de zones géographiques qu'elle avait jusqu'à là le plus souvent ignorées. Au cours de la décennie qui vient de s'écouler, elle a développé ses relations avec l'Afrique subsaharienne où elle est de plus en plus présente économiquement, ainsi bien évidemment qu'avec l'Extrême-Orient et le Sud-Est asiatique. Elle commence aussi à prendre pied en Amérique latine, ayant signé en 2010 un accord de partenariat stratégique avec le Brésil, un autre émergent de plus en plus influent [12].

Ce changement d'échelle de la politique étrangère de la Turquie découle aussi de la montée en puissance économique de celle-ci. Stagnant à la 30^e place mondiale il y a 20 ans pour ce qui est de son PIB global, elle arrive aujourd'hui en 16^e position, avec une croissance qui est l'une des plus fortes au monde et qui a atteint 8,9% en 2010. Cela la conduit à siéger au sein du G20 et à pouvoir appuyer ses initiatives diplomatiques sur un phénomène de softpower économique et culturel. Elle est ainsi devenue, en l'espace d'une décennie, un pays plus donneur que receveur de l'aide internationale, dispose d'outils de coopération publique de plus en plus efficace comme le TİKA [13], inonde le Moyen-Orient de ses feuilletons télévisés qui sont même appréciés en Grèce, et peut compter sur le renfort d'un maillage d'associations d'entrepreneurs, de confréries et de think tanks qui assurent son rayonnement dans ses nouvelles zones d'influence.

Bilan et perspectives de la nouvelle politique étrangère turque

Le premier bilan que l'on peut faire de ce renouvellement de la diplomatie turque n'est pourtant pas sans nuages. D'abord, la politique de bon voisinage a été, à certains égards, prise en défaut par le printemps arabe. Surprise, la Turquie a tardé à réagir aux soulèvements tunisien et égyptien, manifestant au départ une gêne assez comparable à celle de ses alliés occidentaux. Mais certaines de ces révoltes par la suite sont devenues de véritables casse-têtes pour le gouvernement turc. Ce dernier a été ainsi très réticent à l'intervention internationale en Libye en refusant de s'y engager militairement et en ne se ralliant que tardivement au Conseil national de transition (CNT). En Syrie, après avoir tenté de convaincre Bachar el-Assad d'engager des réformes, il a dû condamner la répression, avant de rompre avec le régime de Damas. Ahmet Davutoğlu a d'ailleurs reconnu à l'automne 2011 que la crise syrienne avait apporté un démenti à sa politique de bon voisinage.

Plus généralement, les nouvelles orientations de la politique étrangère turque amènent à s'interroger sur leur compatibilité avec les alliances traditionnelles d'Ankara. En dépit d'une rhétorique anti-israélienne qui assure son succès dans le monde arabo-musulman, la Turquie a maintenu son engagement dans l'OTAN dont elle participe à plusieurs projections militaires (Bosnie, Kosovo, Afghanistan). Elle a surtout accepté de prendre part au bouclier antimissile américain, lors du sommet de l'Alliance à Lisbonne, en novembre 2010, avant d'annoncer l'installation sur son territoire d'un radar de détection précoce qui est une pièce maîtresse de ce dispositif, en septembre 2011. Ce maintien de la relation militaire turco-occidentale provoque régulièrement des remarques acerbes de l'Iran qui supporte mal la concurrence du « modèle turc » dans le monde arabo-musulman et accuse Ankara de jouer un double-jeu.

Les nouveaux horizons de la diplomatie turque questionnent aussi le devenir de la candidature d'Ankara à l'Union européenne. Ouvertes depuis octobre 2005, les négociations marquent le pas. Seuls 13 chapitres sur les 35 que compte au total le processus ont été ouverts. Le conflit chypriote a conduit au gel de 8 chapitres, et l'opposition de la France à la candidature turque, au blocage de 4 autres. Il ne reste donc potentiellement que peu de chapitres qui peuvent être ouverts et la première présidence tournante européenne exercée par Chypre, au second semestre 2012, s'annonce comme la prochaine échéance difficile que devra affronter ce processus, puisque la Turquie a fait savoir qu'elle ne négocierait pas avec un pays qu'elle ne reconnaît et qu'elle gèlerait donc ses relations avec l'Union européenne. Le gouvernement turc a plusieurs fois accusé Bruxelles d'injustice à son égard mais ne semble pas prêt de retirer sa candidature, en dépit des perspectives inédites que lui offre sa nouvelle politique étrangère.

Sources

Notes

[1] Cf. Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* (Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie), Istanbul, Küre, 2009.

[2] Voir Ahmet Davutoğlu, discours d'ouverture à la 3^e Conférence des ambassadeurs turcs, 4 janvier 2011.

[3] Cf. Ahmet Davutoğlu, « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy », *Foreign Policy* , 20 mai 2010.

[4] Cf. Jean Marcou, « La Turquie puissance régionale au Moyen-Orient » in Bertrand Badie et Dominique Vidal, *La fin d'un monde unique, 50 idées forces pour comprendre l'état du monde 2011*, p. 267 et suivantes, Paris, La Découverte, 2010.

[5] Fin des années 1980, début des années 1990.

[6] Ce sont des séismes, survenus en 1999 à quelques semaines d'intervalle dans les deux pays, qui ont favorisé leur rapprochement.

[7] Cf. Jean Marcou, « Visite de Massoud Barzani en Turquie, Blog de l'OVIPOT, 7 novembre 2011 (<http://ovipot.hypotheses.org/6718>)

[8] Il s'agit d'un jeu de mot, Damas se disant Şam en turc et en arabe.

[9] C'est l'assistance, en 2009 et 2010, des présidents arménien et turc aux matchs éliminatoires de la Coupe du monde de football entre les deux pays, qui a donné son nom à ce processus de rapprochement.

[10] Cf. Emre Erşen, « Turkey and Russia : an emerging 'strategic axis ' in Eurasia », in *EurOrient*, N°35-36, 2011, p. 263-285.

[11] « One minute », il s'agit d'une répartie célèbre de Recep Tayyip Erdoğan, lors du Forum de Davos 2009, à l'occasion d'une passe d'armes entre le premier ministre turc et le président israélien, Shimon Peres.

[12] Sur ce point, cf. l'interview d'Elena Lazarou, dans le Blog de l'OVIPOT, 14 novembre 2011 (<http://ovipot.hypotheses.org/6729>).

[13] TİKA (Türk İşbirliği ve kalkınma idaresi başkanlığı, Direction turque de la gestion de la coopération et du développement), principal organisme public turc d'aide au développement, dépendant du Premier ministre.